

Paris, le 4 avril 2012

**Un quart des entreprises françaises prévoient
une augmentation de leurs dépenses d'investissements en 2012,
après un net repli des décisions d'investissement au second semestre 2011**

Etude de l'assureur-crédit Euler Hermes

Grâce à l'appui de ses 23 délégations réparties sur toute la France, Euler Hermes a mené une étude sur l'investissement des entreprises françaises en deux vagues (mai-septembre et novembre-janvier) auprès de 1684 entreprises françaises au total. Selon l'étude, dans ce contexte économique incertain, un tiers des entreprises disent avoir suspendu leurs décisions d'investissement au second semestre 2011. Deuxième enseignement, un quart des entreprises prévoient une augmentation de leurs dépenses d'investissement en 2012. Enfin, pour cette année, une entreprise sur trois s'attend à ce que les conditions de financement influent sur ses dépenses d'investissement et une entreprise sur deux déclare que ses dépenses d'investissement dépendent des perspectives de débouchés ce qui est inquiétant au regard des faibles perspectives de croissance française. Euler Hermes prévoit en effet une croissance de +0,4% en France qui devrait notamment pâtir des effets de deuxième tour des plans d'austérité des autres pays de la zone euro.

1. Un investissement conjoncturellement plus limité et défensif en France

En France, le taux d'investissement des entreprises françaises est resté stable autour de 10% de leur chiffre d'affaires, et ce sont les services qui représentent les deux tiers des dépenses d'investissement. Lorsque l'on s'intéresse aux dépenses en R&D par rapport au chiffre d'affaires, elles sont faibles comparativement à d'autres pays : 2,3% dans l'industrie manufacturière contre 2,8% en Allemagne et 3% aux Etats-Unis. « *Ce sont véritablement les facteurs liés à la demande anticipée qui restent les plus déterminants dans les décisions de dépenses d'investissement des entreprises. Dans notre étude, 3 entreprises sur 4 nous le confirment* », commente **Ludovic Subran, chef économiste d'Euler Hermes**.

L'investissement, d'ordinaire très vulnérable aux cycles économiques, s'est avéré particulièrement atone après la crise de 2008, sans réelle reprise. Contrairement à la France, l'Allemagne a déjà retrouvé son niveau d'investissement d'avant-crise par exemple. Dans un environnement économique incertain, les enquêtes de conjoncture font état d'un investissement plus limité et défensif mais le quatrième trimestre 2011 fut plus positif qu'escompté. L'enquête Euler Hermes cherche à expliquer certains de ces phénomènes et à collecter de l'information sur le profil d'investissement à attendre des entreprises françaises en 2012.

2. Un tiers des entreprises ont suspendu leurs décisions d'investissement au second semestre 2011

Le second semestre de 2011 fut marqué par un manque total de visibilité pour les entrepreneurs français. L'étude montre notamment que :

- Raisons du non investissement

Entre les deux vagues, les raisons du non investissement (toujours liées principalement aux capacités de production suffisantes dans 75% des cas) laissent apparaître un renchérissement du crédit et une sélectivité du financement bancaire (5% en deuxième vague, contre 0,2% en première vague).

- Lien entre investissement et taille d'entreprises

Entre les deux vagues de cette étude, Euler Hermes observe un repli marqué de l'investissement des petites entreprises et une meilleure résilience des grandes entreprises. Pour les entreprises qui ont investi, l'environnement de financement et la part des aides publiques ont été maintenus. La diversification de l'investissement se tasse vers la fin de l'année et l'investissement de qualité apparaît en retrait.

- Hétérogénéité de l'impact en termes de secteurs d'activité

Même si le choc touche toute l'économie réelle, les secteurs d'activité ont été impactés de façon hétérogène. « 45 % des entreprises de services ont décidé de stopper leurs investissements quelle que soit leur taille. A l'inverse, les industries agroalimentaires - notamment de taille importante - ont su tirer leur épingle du jeu : + 8% de taux d'investissement par rapport à la moyenne des autres secteurs. Ce qui peut être expliqué par le fait qu'elles exportent davantage. Dans le secteur du commerce par exemple, ce sont les plus petites entreprises, notamment de détail qui ont été les plus touchées par le brouillard de la fin d'année 2011 », commente **Ludovic Subran**.

- Provisionnement

Au final, en 2011, les entreprises confirment que leurs dépenses d'investissement sont en augmentation pour deux tiers d'entre elles par rapport à 2010, souvent à cause de dépenses engagées au premier semestre et sur lesquelles elles n'ont pas pu se rétracter.

- Effet « feu de brouillard » de l'assurance-crédit

« Quand on compare les deux vagues, il ressort que les entreprises assurées-crédit ont davantage maintenu leurs décisions d'investissement que les non assurées-crédit. Les grandes entreprises assurées-crédit ont même accru leurs investissements entre les deux vagues », constate **Ludovic Sénécaut**, président du directoire d'Euler Hermes France.

3. Un quart des entreprises prévoient une augmentation de leurs dépenses d'investissement en 2012

Les perspectives d'activité et de profits sont en tête des facteurs influençant les décisions d'investissement 2012 pour une entreprise sur deux, avant les conditions de financement mises en avant par une entreprise sur trois. Euler Hermes observe que, même si globalement l'investissement repart, les dépenses d'investissement de qualité prévues pour 2012 continueraient de baisser. « Il y a certainement eu un vrai 'reality check' pour les entreprises françaises à la fin 2011 et elles ont revu leurs perspectives d'investissement, notamment sur le moyen terme à la baisse. Un effet de surinvestissement à la fin de l'année n'est pas à écarter », rappelle **Ludovic Subran**.

Les décisions d'investissement dépendant très largement des perspectives de débouchés, les faibles perspectives de croissance française sont d'autant plus inquiétantes. En 2012, Euler Hermes prévoit une croissance de +0,4%. Le second semestre étant attendu plus favorable que le premier soumis à l'attentisme électoral. « La reprise des échanges extérieurs, plus limitée qu'en Allemagne, s'est poursuivie jusque fin 2011 mais on observe des signes de modération à l'export, en particulier à destination des pays voisins. Notre croissance va pâtir des plans d'austérité des autres pays ainsi que des records historiques en termes d'épargne et de chômage impactant la consommation. En termes de défaillances, nous prévoyons une augmentation de la sinistralité de +4% en France en 2012. C'est le début d'année le plus sinistré depuis 1993 », conclut **Ludovic Sénécaut**.

Contacts presse :

Euler Hermes France – Anne-Laure Dodero

01 40 70 54 00

anne-laure.dodero@eulerhermes.com

Ogilvy PR – Anne Nguyen

01 53 67 12 80

anne.nguyen@ogilvy.com

Toutes nos informations sur : www.eulerhermes.fr

N°1 de l'assurance-crédit en France, **Euler Hermes France**, filiale du groupe Euler Hermes, contribue au développement rentable des entreprises en garantissant leur poste clients. Sa mission est de prévenir le risque clients en France comme à l'international, de recouvrer les créances impayées et d'indemniser les pertes subies.

Euler Hermes est le leader mondial de l'assurance-crédit et l'un des leaders de la caution et du recouvrement de créances commerciales. Avec plus de 6 000 salariés présents dans plus de 50 pays, Euler Hermes offre une gamme complète de services pour la gestion du poste clients et **a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 2,27 milliards d'euros en 2011.**

Euler Hermes a développé un réseau international de surveillance permettant d'analyser la stabilité financière de plus de 40 millions d'entreprises. Au 31 décembre 2011, le groupe garantissait pour 702 milliards d'euros de transactions commerciales dans le monde.

Membre du groupe Allianz, Euler Hermes est coté à Euronext Paris. Le groupe est noté AA- par Standard & Poor's.

Réserve :

Certains des énoncés contenus dans le présent document peuvent être de nature prospective et fondés sur les hypothèses et les points de vue actuels de la Direction de la Société. Ces énoncés impliquent des risques et des incertitudes, connus et inconnus, qui peuvent causer des écarts importants entre les résultats, les performances ou les événements qui y sont invoqués, explicitement ou implicitement, et les résultats, les performances ou les événements réels. Une déclaration peut être de nature prospective ou le caractère prospectif peut résulter du contexte de la déclaration. De plus, les déclarations de caractère prospectif se caractérisent par l'emploi de termes comme " peut ", " va ", " devrait ", " s'attend à ", " projette ", " envisage ", " anticipe ", " évalue ", " estime ", " prévoit ", " potentiel " ou " continue ", ou par l'emploi de termes similaires. Les résultats, performances ou événements prospectifs peuvent s'écarter sensiblement des résultats réels en raison, notamment (i) de la conjoncture économique générale, et en particulier de la conjoncture économique prévalant dans les principaux domaines d'activités du groupe Euler Hermes et sur les principaux marchés où il intervient, (ii) des performances des marchés financiers, y compris des marchés émergents, de leur volatilité, de leur liquidité et des crises de crédit, (iii) de la fréquence et de la gravité des sinistres assurés, (iv) du taux de conservation des affaires, (v) de l'importance des défauts de crédit, (vi) de l'évolution des taux d'intérêt, (vii) des taux de change, notamment du taux de change EUR/USD, (viii) de la concurrence, (ix) des changements de législations et de réglementations, y compris pour ce qui a trait à la convergence monétaire ou à l'Union Monétaire Européenne, (x) des changements intervenants dans les politiques des banques centrales et/ou des gouvernements étrangers, (xi) des effets des acquisitions et de leur intégration, (xii) des opérations de réorganisation et (xiii) des facteurs généraux ayant une incidence sur la concurrence, que ce soit au plan local, régional, national et/ou mondial. Beaucoup de ces facteurs seraient d'autant plus susceptibles de survenir, éventuellement de manière accrue, en cas d'actions terroristes.

La société n'est pas obligée de mettre à jour les informations prospectives contenues dans le présent document.